

Unité	Gouvernance / État de Droit
Projets	PBF Corruption et Initiative Spotlight
Fonction	Consultant/e en appui aux activités de communication et visibilité et gestion de connaissance
Lieu d'Affectation	Port-au-Prince, Haïti
Durée de la consultation	60 jours sur 4 mois.
Type de contrat	Individual Contract (IC)

1. CONTEXTE

La corruption en Haïti demeure un des principaux facteurs qui entraîne la non-jouissance des droits humains (nonaccès aux services sociaux de base) par la population, plus particulièrement celle des quartiers populaires. Nourrie par des pratiques ancrées à plusieurs niveaux, la corruption s'est établie au sein de la sphère administrative et des services publics, affectant la société haïtienne dans son ensemble, menaçant ainsi sa cohésion. Elle a des conséquences directes et indirectes en matière d'instabilité et de conflit.

Selon l'Unité de Lutte contre la Corruption (ULCC) : « *la corruption affecte tous les rouages de l'État* »¹ sous formes de pot-de-vin, malversation, enrichissement illicite, blanchiment d'argent provenant de crimes économiques, trafic d'influence, népotisme, fraude fiscale, surfacturation des services à l'État, sous facturation des redevances à l'État, détournement de fonds et passation illégale de marché public. La corruption nuit aussi les populations vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, de manière directe et indirecte. Outre l'ULCC, d'autres sources confirment la prévalence et l'importance du problème ainsi que le manque de confiance de la population dans les institutions. L'indice de perception de la corruption 2020 de *Transparency International* place Haïti au 170^{ème} rang sur 180 pays évalués, tandis que le *Global Competitiveness Report 2019* du Forum économique mondial situe le pays au 138^{ème} rang sur 141.

Par ailleurs, la complexité de l'instabilité socio-politique et institutionnelle en Haïti a exacerbé plusieurs défis structurels relatifs à l'État de droit y compris la redevabilité, la justice, la transparence et l'efficacité de gestion des affaires publiques. Cette situation, caractérisée par les actes de corruption, a directement dégradé la relation entre l'État et ses citoyens et accentué la méfiance des Haïtiens vis-à-vis des institutions qui peinent à **apporter les réponses appropriées à la corruption**. Les institutions de contrôle, telles que l'ULCC, l'Inspection judiciaire du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ),

¹ Document de stratégie, 2009

l'Inspection judiciaire du ministère de la Justice, sont souvent perçues comme partiales et leurs capacités limitées ne permettent pas toujours de lutter efficacement contre les actes de corruption, les infractions et les abus de pouvoir. **L'absence actuelle d'un cadre de concertation structurant et inclusif portant sur la corruption** empêche la mise en place d'une **compréhension commune** et **l'adoption de solutions intégrées** en réponse à ce défi majeur pour la stabilité en Haïti. De même, les jeunes et les femmes ne sont pas très impliqués sur la question de corruption en vue de promouvoir la redevabilité. Leur participation demeure très faible.

Il en résulte qu'Haïti est encore très loin de réaliser les objectifs de son **plan stratégique pour devenir un pays émergent d'ici 2030** notamment parce que la corruption endémique impacte l'efficacité des institutions publiques et freine l'accès équitable aux services publics essentiels (protection, justice, état civil, etc.) ainsi qu'aux services sociaux de base (éducation, santé, eau, électricité, etc.). Elle affecte, en outre, de manière disproportionnée les enfants, les femmes et les adolescentes qui constituent la plus grande part des groupes vulnérables du pays et qui sont exposés aux multiples formes de violences croisées y compris la violence basée sur le genre.

Dans ce contexte, le bureau du PNUD en Haïti recrute un/e consultant/e pour l'accompagner dans la mise en œuvre d'activités de communications, de visibilité et le développement des outils de gestion de connaissances sur les problématiques de la lutte contre la corruption et la violence à l'égard des femmes et des filles en Haïti. Ces activités contribueront aux objectifs principaux projet de renforcement de la cohésion sociale en Haïti et de l'Initiative Spotlight en Haïti

Le programme pays Spotlight Haïti 2020-2023 est un partenariat entre le Gouvernement d'Haïti, les Nations Unies et l'Union Européenne. C'est un programme, qui vise à protéger les femmes et les filles contre les violences familiales basées sur le genre. Il a également pour ambition d'assurer une prise en charge holistique des femmes et filles survivantes de violences. Il met un accent particulier sur les besoins spécifiques des groupes exposés à de multiples formes de discriminations Afin de parvenir à opérer un changement significatif, le programme pays Spotlight s'articulera autour de six piliers qui sont sous-tendus par des théories du changement dont la consistance et l'efficacité ont été vérifiées : (1) l'amélioration de l'environnement législatif et politique; (2) le renforcement des capacités des institutions nationales et locales en matière d'application des lois et de planification stratégique; (3) la promotion des normes et valeurs sociales protectrices des femmes et des filles contre les violences; (4) la disponibilité et l'accès aux services de qualité pour une prise en charge holistique et équitable à l'endroit des survivantes ; (5) la disponibilité de données statistiques quantitatives et qualitatives actualisées ; et (6) la structuration du mouvement féminin en vue d'accroître sa capacité à influencer les politiques et le changement social.

Le projet de renforcement de la cohésion sociale en Haïti vise l'amélioration des relations entre les citoyens et l'État grâce à la prévention des actes de corruption et la création de mécanismes efficaces de résolution pacifique des conflits liés à l'impunité et la corruption. Elles serviront à sensibiliser les acteurs étatiques et non étatiques sur ces mécanismes en tant qu'outil de revendication pacifique en accordant une attention particulière à la sensibilisation des jeunes comme acteurs de la consolidation de la paix. Ceci, en cultivant des compétences et des comportements qui valorisent l'intégrité et l'engagement civique. L'objectif général de la consultation est de fournir une assistance technique pour la réalisation des activités de communication et visibilité prévues dans le cadre du projet.

2. MISSIONS ET RESPONSABILITES DU OU DE LA CONSULTANT/E

Sous l'autorité du chef de l'unité gouvernance du PNUD en Haïti et sous la supervision directe de la Coordinatrice du Projet de renforcement de cohésion sociale et la Spécialiste de programme de l'Initiative Spotlight, le/ la consultant/e aura à accomplir les tâches suivantes :

- Appuyer techniquement **les activités de communication et sensibilisation des deux projets** ;
- Fournir un appui logistique et technique (mobilisation de la presse, dossiers de presse et reportages photos et vidéo) lors de l'organisation d'évènements thématiques (conférence, ateliers, débats) impliquant de larges secteurs publics et privés (universitaires, échanges sud-sud, régionaux, internationaux, etc.) de la population ; Constituer/actualiser le mailing liste des personnes ressources ;
- Elaborer des outils de communication pour sensibiliser, vulgariser et former sur les objectifs et grands axes de la feuille de route ciblant l'ensemble des acteurs identifiés dans le diagnostic et la cartographie des intervenants actifs dans la lutte contre la corruption et la violence à l'égard des femmes et des filles en Haïti ;
- Branding : Réaliser les matériels de visibilité : Banner stand, Power Point, Affiche numérique ;
- Appuyer techniquement le développement des outils sur la gestion de connaissance des projets ;
- Appuyer la publication et dissémination des différents rapports d'études et d'enquêtes réalisées dans le cadre des projets ;
- Appuyer l'organisation d'une campagne de communication publique et de sensibilisation à l'échelle nationale (émissions radio, TV et spots) avec des sessions de vulgarisation sur les enjeux et les défis locaux ;
- Collaborer à l'organisation des sessions de formation, au profit des journalistes notamment, sur les mécanismes d'examen et le rôle des organisations de la société civile ;
- Appuyer le processus de capitalisation : Constituer une banque d'images (photos et vidéos) Mise en page de rapport illustré, réaliser une newsletter mensuelle, article ou blog pour les journées internationales, vidéo institutionnelle ;
- Elaborer un plan de communication numérique en support aux objectifs des projets ;
- Elaborer un document conceptuel de la campagne de communication publique contre la corruption.

3. RÉSULTATS ATTENDUS

Au terme de cette consultation, les résultats suivants sont attendus :

- Les activités de communication et sensibilisation des projets sont réalisées ;
- Un appui logistique et technique, sous formes de mobilisation de la presse, dossiers de presse et reportages photos et vidéo lors de l'organisation d'évènements thématiques, est fourni ;
- Des outils de communication, pour sensibiliser, vulgariser, former sur les objectifs et grands axes de la feuille de route ciblant l'ensemble des acteurs identifiés dans le diagnostic et la cartographie des intervenants actifs dans la lutte contre la corruption et la violence à l'égard des femmes et filles en Haïti, sont élaborés ;
- Un appui relatif à l'organisation d'une campagne publique de sensibilisation à l'échelle nationale est octroyé ;
- Les rapports des études et des enquêtes sont disséminés ;
- Une collaboration à l'organisation de sessions de formation, au profit des journalistes notamment, sur les mécanismes d'examen et le rôle des organisations de la société civile dans la lutte contre la corruption, est constatée.

4. LIVRABLES

Il est attendu du consultant la production de trois (3) livrables :

- Un plan de travail et une méthodologie relative à la mise en œuvre des activités décrites dans les présents Termes de Référence (TDR) ;
- Un rapport d'étape mensuel sur la réalisation des activités décrites dans le cadre desdits TDR ;
- Un rapport final sur les activités réalisées durant la consultation.

5. DURÉE DE LA CONSULTATION

La consultation aura une durée de 60 jours répartis sur 4 mois. Le/la consultant/e devra s'organiser pour produire les résultats et les livrables attendus compte tenu des déplacements sur le terrain.

6. QUALIFICATIONS DU / DE LA CONSULTANT/E

La consultation sera confiée à un consultant qui répond aux qualifications et compétences suivantes

Éducation	<ul style="list-style-type: none">• Diplôme universitaire de niveau Bac + 5 en communication, journalisme ou une discipline apparentée.
Expériences	<ul style="list-style-type: none">• Avoir une bonne connaissance de la problématique de la corruption en Haïti ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir une bonne connaissance des acteurs de la presse et du secteur de la communication en Haïti ; • Avoir une expérience avérée dans la réalisation de campagnes d’information et de sensibilisation ; • Avoir exécuté dans le passé des consultations similaires, de préférence avec une agence du système des Nations Unies, constituerait un atout considérable.
Langues requises	<ul style="list-style-type: none"> • Une bonne maîtrise de la langue française est exigée pour la rédaction des rapports. • Une bonne maîtrise de l’anglais serait un atout.

1. LANGUES REQUISES

La maîtrise orale et écrite du Français est indispensable pour la bonne réalisation de la mission de consultation. L’anglais et l’espagnol restent et demeurent un atout.

2. MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des prestations se fera en trois versements. Les frais de développement et production de matériels de communication, de visibilité et de gestion de connaissance seront à la charge des Projets :

- 1) Un premier versement sera effectué à la réception d’un plan de travail détaillé et d’un agenda de réalisation (20%)
- 2) Un second versement sera effectué sur réception et approbation d’un rapport d’étape de réalisation des activités relatives au développement des matériels et des produits de communications décrites dans le présent TDR. (40%)
- 3) Le dernier versement se fera à la suite de la réalisation de l’ensemble des activités de communication et de visibilité (40%)

3. SUPERVISION

Le/ la consultant/e national/e soumet ses rapports et rend compte de sa mission à la Coordinatrice du Projet PBF Corruption et la Spécialiste de programme de l’Initiative Spotlight.

4. DURÉE, LIEU DE LA MISSION

- 4) La mission de consultation se déroulera sur 60 jours sur 4 mois et sera réalisée à Port-au-Prince et dans les zones cibles des projets. Les frais de déplacement seront à la charge du projet.

FORMULAIRE D'ÉVALUATION

Les propositions techniques et financières des candidats seront évaluées en utilisant la matrice suivante :

CRITÈRE D'ÉVALUATION

Titre de la consultation : **Consultant/e en appui aux activités de communication et visibilité et gestion de connaissance**

Étapes	PROPOSITION TECHNIQUE	Point Maximal	Pourcentage (%)
1. Examen préliminaire	Vérification des documents requis : a) Proposition financière signée, b) Vérification de la liste des consultants non admissibles, c) Lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité signée, d) CV à jour, Formulaire P11 et Notice Personnelle, e) Proposition technique : brève description des raisons pour lesquelles le candidat estime qu'il est apte à fournir la consultation, la méthodologie à utiliser, la description des outils et le calendrier des activités, incluant résultats respectifs.	N/A	
2. Évaluation Technique	A. EDUCATION	15	
	Diplôme universitaire de niveau Bac + 5 en communication, journalisme ou une discipline apparentée. <ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise (15 pts) - Licence (10 pts) 		
	B. EXPERIENCE GENERALE	30	
	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir au minimum sept (7) ans d'expérience pertinentes dans le domaine de la communication (10 pts) ; • Avoir une expérience avérée dans la réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation (10 pts) ; • Avoir d'une bonne connaissance de la problématique de la corruption en Haïti (5 pts) ; • Avoir une bonne connaissance des acteurs de la presse et du secteur de la communication en Haïti (5 pts) ; • Avoir exécuté dans le passé des consultations similaires, de préférence avec une agence du système des Nations Unies ou une organisation internationale, (10 pts) ; 		70%

	C. EXPERIENCES SPECIFIQUES	10	
	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir une expérience avérée dans la réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation (7 pts) ; • Avoir développé des matériels de communication en relation avec les droits humains (3 pts) • Pas d'expérience spécifique...(0 points) 		
	D. Compétences linguistique	5	
	Avoir une parfaite maîtrise, orale ou écrite du français et du créole haïtien, avoir des notions de base en anglais un atout Excellent ... (5) pts Assez bien ... (3) pts		
	E. COMPREHENSION DE LA MISSION & COMPETENECES	40	
	Comprend la tâche et propose une méthodologie appropriée pour la tâche et cohérence du chronogramme par rapport aux tâches définies dans les TDRs ... (15 points) Aspects importants de la tâche abordée de façon claire et avec suffisamment de détails ... (25 points)		
POINT MAXIMAL DE L'EVALUATION TECHNIQUE (100*70%)	70		
3. Évaluation Financière	PROPOSITION FINANCIERE	30	30%
	CRITERE D'EVALUATION DE LA PROPOSITION FINANCIERE		
	Le nombre de points maximal sera attribué à la proposition financière la plus basse. Toutes les autres propositions recevront des points en proportion selon la formule suivante : $P = y (\mu/z)$ Où : p = Notation de la proposition financière évaluée y = nombre maximal de points attribué à l'offre financière μ = montant de la proposition la plus basse z = montant de la proposition évaluée		